POUVOIR OUVRIER

S O M M A I R E

ANTIFASCISME OU LUTTE DE CLASSE

ESPAGNE : Après les grèves.
Novas.

APPRENDRE UN METIER ...

A la S.N.C.F.

LES ENSEIGNANTS : Qualifiés ou non ?

Une grève des bus à Londres.

LA PROTECTION ANTI-ATOMIQUE: une escroquerie.

N° 41 JUIN 1962

0,30 NF

ANTIFASCISME ou LUTTE de CLASSE.

L'Algérie brûle. Impassible, l'Armée assiste au dernier festival O.A.S. La civilisation française prend congé des arabes. Si quelqu'un reste, ce ne sera plus des français, mais des pieds-noirs.

Déjà à Alger certains se dégonflent. Pour eux, le F.L.N. n'est plus un ramassis d'assassins, mais "une force révolutionnaire avec laquelle il faudrait s'entendre". Des pourparlers s'engagent. Les accords d'Evian ne sont plus contestés : on cherche surtout à sauver la face.

En France, de Gaulle, entre deux attentats manqués, parcourt les provinces. Des réseaux activistes se reconstituent. Les rapatriés arrivent, et avec eux les commandos de tueurs. La police matraque de nouveau les algériens. Les députés se chamaillent, le Gouvernement bafouille. Bidault déclare : "Le pouvoir est à prendre".

"Danger fasciste !", clame la gauche.

Mais ce fascisme, où est-il exactement ? Il n'a ni parti de masse ni appui dans la population. Il y a des fascistes, c'est vrai. Salan est fasciste, mais les juges qui l'ont sauvé qu'est-ce qu'ils sont ? Les fascistes de l'O.A.S. veulent assassiner de Gaulle, mais de Gaulle est-il antifasciste ou bien "le fourrier du fascisme" ? Lacoste, membre de la S.F.I.O., bourreau des algériens et ami de Salan, est-il fasciste ou antifasciste ? Et Guy Mollet, c'est quoi ? Et les policiers qui matraquèrent à mort 8 manifestants en février, et le Gouvernement qui ordonna la répression, et "les représentants de l'ordre" qui jetaient des algériens dans la Seine en octobre dernier, c'est quoi ? Et les gouvernements de gauche qui ont mené la guerre contre le peuple algérien en 1954 et 1956, étaient-ils fascistes ou antifascistes ?

La vérité c'est que la société ne se divise point en fascistes et antifascistes : elle se divise en classes : celle des exploiteurs - patrons, dirigeants - et celle des exploités, ouvriers et salariés. Quand cela est nécessaire pour défendre leurs privilèges, les exploiteurs utilisent les méthodes fascistes, que ce soit contre les ouvriers ou contre les opprimés des colonies ; la plupart du temps, d'ailleurs, ils les combinent avec les méthodes dites démocratiques : la combinaison fascisme-démocratie, trique et carotte, se retrouve dans tous les régimes capitalistes modernes, qui se différencient seulement par une question de dosage.

o
o o

Bien sûr, il y a des divergences entre les dirigeants français. Les uns ont fini par comprendre qu'il fallait accepter la liquidation de l'empire colonial et transformer l'ancienne armée, les autres se sont accrochés au passé. Des intérêts particuliers - grands colons d'Algérie, sociétés pétrolières par exemple - ont joué un rôle important dans l'aggravation des désaccords. Puis, il

y a eu aussi tous les "résidus" de 20 années de guerres coloniales : officiers qui, outre-mer, ont pris goût au pouvoir et s'adaptent mal à la vie "ordinaire". S'appuyant sur la population européenne d'Algérie, cette ligue d'intérêts divers a pu jusqu'ici peser lourdement sur l'orientation de la politique bourgeoise en France.

Mais aujourd'hui le bateau algérien rompt ses dernières amarres. Il ne peut plus servir de plate-forme. Et la bourgeoisie métropolitaine n'a rien à faire d'un Godard, d'un Argoud et même d'un Bidault, car ils ne peuvent l'aider en rien à résoudre son problème.

o
o o

Le capitaliste français peut être pour ou contre de Gaulle, voter pour un parti ou pour un autre, son problème est toujours le même : faire produire les travailleurs. Entre Dreyfus, directeur de la Régie Renault, homme de gauche, et Marcel Dassault, constructeur d'avions, homme de droite, pas de divergence là-dessus : pour tous les deux la solution est la même : pousser au maximum la rationalisation du travail, refuser les augmentations du salaire de base ou les accorder au compte-gouttes, traiter les ouvriers comme des robots. Et cette solution, désormais appliquée partout, n'est pas mauvaise pour les patrons : les entreprises voient augmenter leurs bénéfices, la concentration et la modernisation de l'industrie se poursuivent, il n'y a ni chômage ni crise économique.

Bien entendu, il ne suffit pas de savoir exploiter les travailleurs; la bourgeoisie doit être aussi capable de donner à l'Etat une politique ferme, au pays une orientation cohérente. Or, le "réglement de l'affaire algérienne", reliquat d'un empire désormais naufragé, ne se fait pas sans douleur et sans crises dans le personnel politique dirigeant et dans l'Armée.

Mais quel que soit le flottement actuel du Pouvoir, une chose est certaine : le renforcement de l'Etat et le contrôle de plus en plus étendu qu'il vise à exercer sur la population travailleuse dans tous les domaines, du niveau des salaires jusqu'à l'information, en passant par les référendums truqués auxquels les gens sont astucieusement forcés de participer.

Or, sur ces deux plans: exploitation des salariés et régime politique, que fait la "gauche antifasciste", que font les organisations dites représentatives des travailleurs ?

Sur le plan de la lutte quotidienne contre le patronat, c'est la tactique des grèves tournantes, le plus souvent inefficaces, et en ce moment, par exemple, le freinage à mort des cheminots par les différentes directions syndicales qui dénoncent les "aventuriers" partisans de la grève illimitée.

Résultat : les victoires sont rares et les gains fort maigres.

Sur le plan de l'Etat, du régime, on propose le retour à une IVème. République améliorée. Le P.C. rêve d'une table ronde : Guy Mollet, Thorez et Mendès-France enfin réunis ! Les plus audacieux vont jusqu'à parler de "nationalisation des industries-clés" et de "planification" dans le cadre d'un régime parlementaire avec une seule Chambre souveraine.

Résultat : cela n'intéresse personne, ou plutôt cela n'intéresse que quelques milliers de militants qui, désirant "faire quelque chose" à tout prix, s'en contentent faute de mieux.

Impuissance flagrante sur tous les plans, c'est cela qu'on veut cacher avec

des grands discours sur le "danger fasciste".

Et même là, que propose-t-on contre le plastic et les mitraillettes des activistes ? Des motions, des pétitions, des signatures.

Résultat : les comités antifascistes constitués au cours de l'automne dernier se sont complètement vidés.

"Et vous, que proposez-vous ? "

Nous proposons d'abord aux militants ouvriers de se rendre compte de trois choses :

1) que l'ennemi principal reste le patronat et son Etat ;

2) qu'il n'y aura plus de fascisme du type Hitler ou Mussolini, mais la poursuite du renforcement de l'Etat, auquel s'intégreront les rescapés du défunt empire colonial ;

3) que la bourgeoisie ne vise pas à envoyer les ouvriers dans des camps de concentration, mais à les faire produire toujours davantage, et que si elle est toujours prête à employer la trique, elle préfère utiliser la carotte : possibilité d'acheter des nouveaux objets - télé, engins motorisés, équipement ménager, appartement, etc.- grâce aux heures supplémentaires et aux rendements accrus, ce qui signifie bénéfices plus grands pour le capitaliste et impossibilité, pour le travailleur, de faire quoi que ce soit après ces longues heures de travail intense.

Ces constatations ne mènent évidemment ni à la lutte antifasciste ni au front unique avec Guy Mollet. Elles mènent à la seule conclusion positive : le renforcement de la lutte de classe contre le patronat et son Etat, l'établissement d'un programme socialiste d'organisation de la société, la construction d'une organisation ouvrière révolutionnaire.

" Il faut rassembler nos forces pour obtenir des victoires nettes, même limitées. Il faut en finir avec les mouvements qui se terminent en queue de poisson, où l'on récolte une miette après avoir perdu X jours de salaire, en finir également avec les luttes qui aboutissent à une augmentation de 6.000 francs pour le cadre et de 600 francs pour le manoeuvre. A l'entreprise ou dans la rue, il faut arriver à battre, sur tel ou tel objectif, le patronat et son comité de gestion, le Gouvernement. Ce n'est pas la révolution. C'est tout simplement un changement d'attitude.

Nous n'avons pas de recette. Mais nous disons : là où il s'agit des salaires, il faut revendiquer des augementations uniformes; là où on peut lutter ensemble - secteur public et secteur privé - il ne faut pas le faire séparément; là où une lutte isolée se déclenche, si les conditions pour la généraliser n'existent pas, il faut faire marcher à fond la solidarité: information, argent, manifestations; là où un ouvrier est brimé, un délégué sanctionné, il faut faire bloc avec lui jusqu'au retrait de la brimade, de la sanction; là où il y a une grève, il faut installer des piquets de grève massifs et résolus; là où on descend dans la rue, il faut y rester le temps nécessaire et non courir comme des lapins dès qu'on aperçoit un flic."

POUVOIR OUVRIER N°35, décembre 1961.

espagne :

APRÈS LES GREVES

Déclenchées spontanément, dans les conditions difficiles d'un régime dictatorial, les grandes grèves d'avril-mai témoignent non seulement du réveil du prolétariat espagnol, mais aussi de son haut niveau de conscience de classe.

C'est contre l'exploitation capitaliste que les travailleurs se sont dressés, et, dans bien des cas, contre ses formes les plus "modernes" : primes de rendement, différenciation des salaires en catégories et zones. Une des idées les plus répandues parmi les mineurs asturiens en grève a été :

-"augmentation des salaires de base et non des primes". (I)

Aujourd'hui après l'augmentation de leurs salaires, "ils estiment que les bénéfices correspondant à la récente augmentation du prix du charbon doivent leur revenir intégralement, et ils exigent que les agents administratifs et les ingénieurs, qui n'ont pas fait grève et ne les ont pas soutenus dans leurs revendications, n'en bénéficient pas ". (Le Monde, 7.6.62).

Spontanéité ne signifie pas inorganisation : des comités de grève illégaux se sont constitués partout; des consultations plus ou moins clandestines ont eu lieu entre grévistes pour décider de l'arrêt et de la reprise du travail, ainsi que des formes de lutte : grève sur le tas, grève perlée, grève générale, grève de solidarité.

Au cours de ces mouvements s'est effectué un travail immense de politisation, c'est-à-dire de prise de conscience de la nécessité et de la possibilité de lutter et de vaincre. Non seulement dans les usines, mais dans les moindres villages on parle aujourd'hui de la grève, on scrute l'avenir, on envisage le quand et le comment recommencer et frapper mieux et plus fort.

C'est que, pendant ces deux mois, des centaines de milliers de travailleurs sont entrés en lutte. Toutes les provinces ont été touchées. Dans plusieurs régions - Andalousie er Extremadure surtout - les ouvriers agricoles ont aussi cessé le travail.

Cependant, les deux bastions de la grève - et aujourd'hui de la résistance - ont été deux zones à forte concentration industrielle : Asturies et Pays basque.

La reprise du travail a eu lieu presque partout fin mai, et très souvent après avoir obtenu des augmentations de salaire importantes. Mais ailleurs les ouvriers ont dû se contenter de promesses ou de légers avantages, et dans bien des cas les promesses n'ont pas été tenues.

Hésitante au début, la répression s'est accentuée ces dernières semaines et elle se poursuit : mineurs asturiens et ouvriers basques ont été arrêtés, parfois torturés dans les commissariats, ou bien démunis d'argent, assignés à résidence dans des régions lointaines où ils doivent se présenter tous les jours au contrôle de la police.

(I) Lire, dans P.O. n. 40, "Les mineurs des Asturies". Leurs luttes en 1934 et 1956 / 1957.

Mai la répression n'a nullement entamé la combativité et l'admirable solidarité des travailleurs. Dans les Asturies, les mineurs de Mières se sont remis en grève début juin pour réclamer la libération des emprisonnés. Au Pays Basque, des nouveaux arrêts de travail, ainsi qu'un boycot, très suivi, des cafés et des spectacles à Bilbao, ont eu lieu pour les mêmes motifs. L'entraide est générale et spontannée dans la classe ouvrière.

°°°

Les objectifs du mouvement sont connus :

I) Augmentation de 50 à 100% des salaires.

2) Droit de grève.

3) Droit d'organiser des syndicats ouvriers véritables.

Seul le premier point a été partiellement satisfait.

L'adversaire était à la fois le patronat et l'Etat franquiste. L'attitude du patronat a été très dure dans les Asturies et au Pays Basque, plus souple ailleurs, semble-t-il, où il a accepté rapidement certaines revendications.

L'Etat franquiste, après les premières semaines de flottement, a réagi par quelques concessions et surtout par la répression. Le coup reçu n'en est pas moins mortel. Le spectre de la lutte des classes ouverte et généralisée se lève devant les bourgeois effrayés. Leur confiance en Franco est sérieusement ébranlée, et plus sérieusement encore celle des capitalistes étrangers qui investissaient dans le pays ou se proposaient de le faire. Il leur faut donc chercher une issue, préparer un changement de régime et surtout : il leur faut empêcher l'extension et l'approfondissement de la lutte des classes. Pour, cela il apparait de plus en plus à certains politiciens qu'il vaudrait mieux ne pas s'opposer franchement aux ouvriers, mais plutôt les manoeuvrer, canaliser leurs mouvements vers des voies de garage.

Aussi assistons-nous depuis quelques semaines à une écoeurante opération de prévention révolutionnaire dont la dernière manifestation marquante a été la réunion d'"opposants" tenue à Munich à l'occasion du congrès du Mouvement européen.

Monarchistes, ex-fascistes, réactionnaires de tout poil se retrouvent aujourd'hui avec les dirigeants du Parti Socialiste Espagnol et autres républicains émigrés pour préparer la "transition pacifique" à un capitalisme sans Franco. Débarrassé des bureaucrates phalangistes, muni d'un parlement à l'occidentale, octroyant quelques libertés au citoyen et, après renforcement de la police, quelques droits aux travailleurs, le nouveau régime devrait assurer, espère-t-on, un meilleur fonctionnement de l'économie, une meilleure productivité de l'ouvrier en vue de l'intégration de l'Espagne au Marché Commun. Un régime à l'italienne, tel est le but de cette "opposition".

Ce programme, qui a la bénédiction tacite de l'Eglise, et que, Marché Commun excepté, le Parti Communiste espagnol se déclare prêt à contre-signer, n'a cependant pas plu à Franco - seule "victime" désignée - qui est non seulement un assassin, mais encore un individu têtu. D'où les mesures prises contre les "opposants" de Munich : refoulement en France ou "déportation" dans les hôtels des Iles Canaries au choix.

L'opération de cette "Opposition" réussira peut-être sur le plan du régime politique : il faut bien de temps en temps changer la chemise sale; elle échouera comme tentative d'enrayer la lutte de classe des travailleurs espagnols. Avec ou sans Franco, le nouveau cours ouvert par les grèves d'avril-mai deviendra chaque jour plus fort et plus large.

-:-:-:-:-:-:-

SOLIDARITE

"Dans la province de Séville, à l'entreprise "Industrias Subsidiarias de Aviacion", on apprend que la grève perlée s'est prolongée jusqu'au 18 mai et qu'à cette date, la police a expulsé les travailleurs de l'usine. Les 200 travailleurs d'un chantier de construction situé à proximité se mirent en grève en signe de solidarité" (AFP 27/5/62).

"On signale, que des incidents ont mis aux prises les policiers et les pêcheurs de Santurce. Ces derniers ont distribué aux grévistes une tonne de poissons, prisur leur part. La police a voulu interdire cette distribution. Les pêcheurs ont répondu : notre poisson est à nous et nous en disposons à notre gré. Personne ne pourra nous interdire d'aller à la pêche pour ceux qui ont faim" (AFP 23/5/62)

"Au puits Moedo, dans les Asturies, les policiers ont obligé les mineurs à descendre sous la menace de leurs armes. Les mineurs ont décidé de continuer la grève au fond. Les femmes des mineurs ont monté la garde en permanence à l'entrée du puits et ont empêché les policiers d'y pénétrer". (AFP 20/5/62).

LA BOURGEOISIE

"Le patronat vorace de ce pays, qui osait publier la semaine passée, dans ses journaux, que la production industrielle 1961 avait révélé une augmentation sans précédent(9%), ne voulait rien lâcher. Toutes les astuces furent utilisées, toutes les violences exercées pour démanteler la grève.

A Dos Caminos, banlieue de Bilbao, la dirdction de l'entreprise de constructions mécaniques "Guinea" ordonna à ses délégués du personnel de ramener chacun cinq grévistes à l'usine, sous peine de déportation.

Aux ateliers "Elabra" (constructions navales), l'ingénieur en chef appelait le 16 mai, tous les ouvriers à reprendre le travail en leur promettant une augmentation des salaires. Le lundi suivant, les grévistes reprenaient. Au bout de deux heures ils exigèrent des précisions Au lieu de quoi, l'ingénieur tenta de leur faire signer une demande d'admission comme débutants dans l'entreprise. Il eut sa réponse : immédiatement les chantiers se vidèrent".

"Aux usines Babcox-Wilcox, la direction a menacé les ouvriers intransigeants de les renvoyer, au hasard, selon un certain pourcentage, s'ils ne renonçaient pas à leur "entêtement".

"Le même jour, les policiers matraquaient au centre de Bilbao, les trois mille réparateurs de bateaux de la firme Euskalduna, rassemblés au grand jour devant leur usine". (Libération 29/5/62)

CEUX QUI VEULENT L'ALLIANCE AVEC CETTE BOURGEOISIE.

"Le gouvernement applique envers l'opposition bourgeoise la même politique de répression que contre la classe ouvrière. Ceci confirme le rétrécissement de la base sociale et politique du régime de Franco et son isolement définitif, et confirme également le besoin d'un front commun des partis et organisations de la classe ouvrière et des couches de la bourgeoisie, sans exclusives, contre l'adversaire commun".

(Déclaration du Comité exécutif du Parti Communiste d'Espagne publiée par l'Humanité du 14/6/62)

QUI EST GIL ROBLES ?

Un des "opposants" de Munich, membre du conseil privé du prétendant au trône, Don Juan de Bourbon, est José Maria Gil Robles, l'actuel chef de la démocratie chrétienne. Cet individu, que l'Humanité qualifie de démocrate, est l'ancien dirigeant du parti fasciant C.E.D.A. sous la République Espagnole.

La C.E.D.A. représentait en Espagne, entre 1932 et 1936, les grands propriétaires de la terre. Gil Robles, qui prenait pour modèle le fasciste autrichien Dollfuss a été à cette époque un des représentants les plus enragés de la réaction anti-ouvrière. L'entrée de trois ministres de son parti au Gouvernement républicain, en octobre 1934, avait une telle signification politique qu'elle provoqua , en riposte, la grève générale dans toute

l'Espagne et l'insurrection des mineurs asturiens. C'est le Gouvernement Lerroux Gil Robles qui mena ensuite la répression contre les travailleurs.

LES AMIS DE GIL ROBLES.

"Quiconque connaît l'histoire politique de l'Espagne... ne peut qu'être frappé de voir don José Maria Gil Robles, chef du Gouvernement contre lequel se sont dressés les mineurs asturiens en 1934, proclamer aujourd'hui son appui à ces mêmes mineurs (1) C'est la démonstration des résultats obtenus par la politique de réconciliation nationale préconisée par le Parti Communiste d'Espagne contre la dictature de Franco ".

(Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste d'Espagne.
L'Humanité 22.5.62)
(1)-NDLR : Il est complètement faux que Gil Robles ait proclamé son appui aux mineurs des Asturies.

CE QUE DIT GIL ROBLES.

A propos de la réunion d'"opposants" à Munich, cet individu a déclaré au journal Le Monde du 12.6.62 :

"L'entente s'est faite à Munich sur les bases suivantes : processus d'évolution prudent, condamnation formelle de la violence, même avant que ce processus ait commencé. Il s'agissait en somme de démontrer qu'en Espagne il est possible d'écarter le dilemme sur lequel se fonde le régime actuel : ou l'ordre présent ou le chaos. Tous les délégués du congrès du Mouvement européen ont entendu souligner que le souvenir de la guerre civile ne doit pas servir à alimenter les haines, à entretenir l'esprit de revanche, mais au contraire à servir de leçon afin d'éviter tout ce qui pourrait conduire à une nouvelle lutte fratricide. Ma devise -que partagent avec moi les forces anticommunistes espagnoles- est celle-ci : l'évolution entreprise à temps rendra impossible la révolution ".

DES GARANTIES A L'EGLISE ET A L'ARMEE.

"Le Parti Communiste a proposé à tous les partis d'opposition, monarchistes compris, un plan d'action, par voie pacifique, pour amplifier la lutte, pour former un Gouvernement de large concentration nationale sans discrimination....
Si l'on parvenait à une formule de ce genre, qui donne des garanties aux travailleurs, aux masses populaires, à de larges secteurs sociaux, à certaines institutions, comme l'Eglise et l'Armée, en les éloignant de Franco, l'isolement du régime s'accélerait, le franquisme serait dans l'impossibilité de continuer à usurper le pouvoir.
Ainsi s'ouvrirait la possibilité d'un développement pacifique de la démocratie ".

(Santiago Carrillo, L'Humanité 22.5.62.)

En somme, si on donnait des garanties à tout le monde : aux travailleurs que leurs salaires augmenteront, aux patrons que ces salaires seront bloqués, aux paysans qu'on leur donnera la terre, aux propriétaires qu'on ne la leur donnera pas, à l'Armée qu'elle continuera à jouir de ses privilèges et de son influence politique, aux masses populaires qu'on ôtera cette influence et ces privilèges à l'Armée, à l'Eglise que l'Espagne continuera d'être un Etat catholique et l'école publique une école catholique, aux travailleurs que l'Etat et l'école seront laïques, donc, si on donnait toutes ces garanties là, il ne resterait plus que Franco tout seul ; à ce moment, comme on enlève un point noir, tous ensemble : travailleurs, patrons, curés, généraux, ôteraient Franco de là et le remplaceraient, par exemple, par Santiago Carrillo. Pacifiquement, bien sûr. Dès lors tous les espoirs seraient permis.

Le JEUDI de 15h à 18h 30 PERMANENCE 39, rue Lhomond. M° Censier-Daubenton.

POUVOIR OUVRIER

APPRENDRE UN MÉTIER...

Quand on embauche à la Régie Renault on vous dit comme ailleurs que les portes de la promotion sont ouvertes aux plus valeureux; " si vous êtes capables, et bien vous avancerez ".

Le malheur est, que les portes de la promotion ne sont qu'entr'ouvertes et que pour avancer il faut satisfaire à beaucoup d'exigences de la part de la direction, mais aussi il faut savoir attendre. Pour avancer il faut être patient; dans ce domaine nous ne sommes plus au siècle de la vitesse. Les gens se bousculent à la porte et les derniers arrivés doivent prendre leur tour.

Les jeunes qui arrivent d'Algérie et qui pendant plus de deux ans ont parcouru le bled en camion, ne sont pas disposés et n'ont pas été préparés à cette nouvelle situation.

En Algérie ils ont attendu bien sûr d'être libérés, mais ils ont tous échafaudé des projets pour leur retour. Ils ont pensé à ce qu'ils feraient dans le civil. Ils ont pensé à tout sauf à attendre encore pendant des années dans les usines pour pouvoir augmenter leur standing de vie.

On a beaucoup promis aux jeunes quand ils étaient apprentis, puis quand ils sont sortis de l'école d'apprentissage et enfin quand ils étaient sous l'uniforme. Mais quand ils reviennent à la Régie tous les espoirs s'effondrent.

Tout d'abord la Régie qui voulaient récupérer ses apprentis les a laissés partir au régiment avec la qualification la plus basse de J.P. ce qui équivaut à peine à P I. Elle a refusé de leur faire passer leur essai de P2 en pensant qu'ainsi ils seraient obligés de revenir.

Une fois revenus la Régie leur promet le passage de l'essai de P2 après quelques mois d'usine. Mais les cadences ont augmenté dans beaucoup d'ateliers d'outillage et de plus la rationalisation fait qu'à part quelques exceptions le travail est devenu monotone et sans intérêt. Celui qui croyait pouvoir se perfectionner dans sa profession voit vite ses espoirs déçus. La nature de son travail ne lui permettra peut-être même pas de se faire la main et de passer son essai.

Il a donc comme perspective de rester PI pendant longtemps et aussi de faire le même travail monotone pendant plusieurs années, si ce n'est toute sa vie. Les anciens qui sont aux machines lui disent tous la même chose :" Toi tu es jeune, ne reste pas là. Tu n'arriveras à rien."

Il est déçu, découragé et ne pense plus qu'à une chose, s'en aller. Mais aller où ? Dans une petite usine où l'on fait encore du beau travail mais où l'on ne paie pas cher ou dans une autre boîte où les conditions seront à peu près identiques ?

Pendant plus de deux ans il a pu au moins respirer. Ici il est enfermé pendant plus de 48 h. par semaine. Il étouffe, la guerre ne l'avait pas habitué à tout cela.

J'en connais une dizaine de ces anciens apprentis qui vont quitter la Régie après les vacances. Certains qui sont considérés comme les plus chanceux par tous, abandonneront et leur métier, et les manivelles et l'usine. Ils ont trouvé des places d'agents d'assurances ou de représentants. Ils seront bien habillés, il auront une voiture et circuleront. "Ils seront libres" disent-ils.

Voilà à quoi on aboutit après 4 ans d'école d'apprentissage, 2 ans de guerre et quelques mois d'usine : à faire du métier de représentant de commerce un véritable idéal.

à la S.N.C.F. (1)

Quelques formulations confuses ont été employées dans notre dernier article. Les lecteurs cheminots auront rectifié d'eux-mêmes. Signalons cependant que les chefs de trains et les tractionnaires appartiennent à deux services bien distincts et que les commandes centrales ainsi que "G5" font partie du service "Exploitation". Les organismes correspondant existent, mais sous une forme un peu différente, pour les conducteurs du service "Matériel et Traction". Nous publions plus loin une mise au point d'un chef de train.

Au sujet des derniers évènements, il faut signaler qu'actuellement on assiste à un véritable lâchage des militants par les Fédérations. Certes, la C.G.T. conseille l'unité d'action à la base, mais dans les notes confidentielles le Bureau Fédéral précise qu'il n'est pas question de faire une grève générale illimitée. Elle parle seulement pour un avenir indéterminé d'un grand mouvement qui toucherait tous les secteurs de la vie nationale.

Pour la Pentecôte les syndicats avaient carte blanche, mais ils savaient qu'ils n'auraient pas d'ordre de grève fédéral pour les appuyer et coordonner le mouvement. La Région Méditerranée s'est placée de nouveau en flèche, et maintenant qu'ils se sont cassés les reins, les discussions tranquilles vont pouvoir reprendre entre le Gouvernement et les Fédérations.

Dans leur majorité, les militants sont partagés entre la satisfaction d'avoir obtenu les 46 heures, le remords d'avoir laissé tomber la Méditerranée et l'amertume devant les sanctions qui demeurent. La déception est sensible surtout chez les syndicalistes non membres du PCF, car les communistes, eux, reçoivent des explications "politiques" sur l'impossibilité de pousser plus loin pour le moment. Ce sentiment est cependant perceptible jusque chez eux.

A propos de la Région Méditerranée, il faut encore souligner l'importance des modifications techniques et des changements consécutifs des conditions de travail en ce qui concerne la formation de l'esprit revendicatif.

Personne dans la presse syndicale n'a établi le lien entre les dernières grèves et l'application des nouveaux roulements découlant de l'électrification.

lettre d'un agent des trains.

"Vous y allez un peu fort à nous traiter de "Bras morts". On nous a appelé ainsi autrefois lorsque le conducteur de queue avait pour unique fonction de garder le frein à vis alors que le chauffeur enfournait des tonnes de charbon dans la machine.

Aujourd'hui toutes nos responsabilités antérieures de chef de convoi concernant la sécurité, le freinage et la circulation ont été reportées sur les chefs de gare et les mécaniciens. Par contre, nos attributions n'ont plus de limite : dans les roulements réguliers il y a au moins 2 heures de service gare ce qui permet de supprimer un ou plusieurs agents de la gare; sur les trains de desserte entre les gares nous sommes aide-loco, puis dans les gares nous dirigeons les manoeuvres; au départ des grands trains de Paris, nous assurons à l'arrêt le service des valeurs et des bagages, puis nous montons sur la machine comme aide-conducteur; dans les petites gares nous délivrons les billets. C'est autant de personnel supprimé.

L'agent de train qu'il soit à l'échelle 4,5 ou 6 est utilisé sans distinction d'âge ou de grade dans ces emplois."

(I) voir l'article du n° 40 : Les grèves d'avril à la SNCF.

les enseignants.

- QUALIFIÉS ou NON ? -

Nous avons les uns ou les autres des enfants qui vont ou qui iront au lycée. Qui sont ces gens à qui nous les confions ? Des puits de sciences ? des paresseux ? Ni l'un ni l'autre. Ce sont des salariés dont les conditions de travail sont d'année en année plus proches de celles des prolétaires, et qui ne veulent pas se l'avouer.

On les exploite comme des travailleurs, on les divise en catégories pour rompre leur unité. On accorde aux uns des privilèges qu'on refuse aux autres, comptant ainsi que les avantages qui favorisent certains les désolidariseront des revendications de l'ensemble. Et celà réussit. Et pourtant : tous, tous sont des travailleurs qui font le même travail.

Le licencié qui mène jusqu'à l'examen une classe de Ière dans les mêmes conditions que l'agrégé qui assume cette responsabilité dans la classe voisine, ressemble étrangement à l'O.S. qui fait tourner la même machine que l'ouvrier professionnel. Deux "détails" les différencient : le salaire et le nombre d'heures de travail qu'ils doivent à l'administration. Certains objecteront : "C'est normal, l'agrégé est plus savant". Voyons un peu ce que celà signifie concrètement.

L'agrégation est un concours qui se passe tous les ans du mois de mai au mois d'août. Il y a par exemple 30 places : les 30 premiers seront agrégés. Il y a beaucoup d'épreuves très longues et très difficiles. Il faut être résistant, et malheur à celui qui est nerveux ou fatigué parcequ'il a trop veillé la nuit après avoir gagné sa vie toute la journée; malheur à celui qui a une défaillance. De toute façon il ne faut pas s'apitoyer : un trou de mémoire à l'oral ça fait une place de plus.

Pour ce même concours il y avait 30 places en 1950. Aujourd'hui, avec la croissance démographique et le manque d'enseignants qui trop mal payés fuient vers le privé, il y a 300 places. Par conséquent les 270 "collés" de 1950 seraient aujourd'hui agrégés.

C'est le cas d'une de mes collègues qui enseigne dans mon établissement. Pourtant, compte tenu de son ancienneté, elle est moins payée que l'agrégé d'aujourd'hui. Aussi décide-t-elle, en dépit de ses nombreuses heures de cours et du travail à la maison qu'elles impliquent, de s'y remettre.

Mais, entre temps, elle s'est mariée et a eu des enfants. Il y a dix ans elle travaillait dans de meilleures conditions : pas de gosses malades, pas de soucis et des parents qui lui payaient ses études. Elle a songé prendre un congé et s'organiser financièrement avec l'unique traitement de son mari. Mais il apparaît alors que si, en dépit de ce sacrifice, elle échoue, elle risque de ne plus retrouver son poste actuel proche de chez elle et d'être mutée loin, ce qui complique toute la vie familiale. Elle continue donc d'enseigner et veille chaque nuit jusqu'à Ih. du matin.

Peut-être réussira-t-elle et accédera-t-elle à la catégorie supérieure. Peut-être sera-t-elle la 2ème "collée" comme il y a IO ans, alors que dans 5 ans d'ici, les conditions continuant de changer, elle serait reçue avec les notes obtenues aujourd'hu

De toute façon celà ne change rien à la nature de son enseignement. Elle assume et continuera d'assumer les mêmes responsabilités qu'un agrégé et par conséquent on lui accorde l'agrégation dans les faits, mais en même temps on l'en juge indigne puisqu'on la lui a refusée : situation contradictoire et absurde où l'on change de point de vue selon qu'elle travaille ou qu'on la paye.

Il serait pourtant plus cohérent de lui confier ce travail en fonction de ses capacités : ou bien elle est capable, ou bien elle ne l'est pas.

Si elle ne l'est pas les gosses auront vite fait de le lui faire comprendre. Ils ne supportent pas un maître qui se trouble, qui hésite ou qui se contredit. Le chahut est tout de suite là et rien ne le réprime : ni la terreur, ni la sanction. Les gosses veulent avoir confiance en leurs parents et en leurs maîtres. Si ceux-ci leur refusent ce soutien, ils ne les respectent pas, d'une manière ou d'une autre. Le meilleur juge d'un prof ce sont ses élèves. Ce n'est pas tant ce "qu'ils disent du prof" à la maison -ça c'est à l'usage externe et souvent destiné à justifier le fait qu'ils ne travaillent pas- mais c'est leur attitude en classe, dans une vie toute particulière qu'ils mènent en tête à tête huit mois durant.

L'esprit de catégorie en vertu duquel les agrégés revendiquent d'être mieux payés et de travailler moins - vise, comme c'est toujours le cas, à entretenir un système de privilèges qui fait le jeu d'une société d'exploitation.

La pulvérisation des enseignants en catégories - et les agrégés en sont une parmi d'autres - permet d'employer à meilleur marché, mais pour un même travail une masse de travailleurs sans lesquels la société ne fonctionnerait pas.

Imaginez un peu ce que serait la prochaine rentrée des classes, si les licenciés refusaient d'assumer les postes qu'ils remplissent cette année ?

Ceci n'est pas un prêche en faveur d'une soi-disant ignorance mais une démarche vers une revendication juste : une seule épreuve de recrutement pour un même travail et à <u>travail égal, salaire égal.</u>

une grève des bus à londres

COMMENT ILS ONT GAGNÉ.

Le 6 juin, la compagnie d'autobus essaya d'imposer de nouveaux horaires d'été; certains changements impliquaient une sérieuse intensification du travail. La grève du dépôt de Cricklewood en résulta.

C'était la ligne 266 qui était la plus touchée. Les recettes sur cette ligne sont de plus du double des recettes sur les autres lignes. Excellente affaire pour la compagnie, mais travail très dur pour les receveurs et conducteurs. Le long d'une partie de cette ligne, les arrêts sont très rapprochés, ce qui rend le travail encore plus dur. Les changements d'horaire prévoyaient un service encore plus fréquent sur cette partie de ligne, ainsi qu'une diminution du stationnement en bout de ligne. Les syndicats n'étaient pas décidés à entreprendre une action contre les nouveaux horaires.

..../....

la grève.

Dès qu'apparut une menace de grève, la direction fit courir des bruits d'arrangement; mais le jour prévu pour la mise en service des nouveaux horaires, rien de sérieux n'était concédé.
Tout le personnel du dépôt auquel est rattaché la ligne 266 se mit en grève; certains par rotation assuraient parfois le service sur cette ligne; d'autres agirent purement par solidarité.
Plusieurs lignes desservies par d'autres dépôts ont des sections communes avec la ligne 266 : ils refusèrent de faire marcher les bus sur les sections de ligne communes avec le 266; chaque fois qu'ils arrivaient sur une section commune ils faisaient demi-tour et retournaient à vide au dépôt.
Après un temps de repos au soleil, ils retournaient au point de jonction des lignes et effectuaient leur service de retour Cette méthode leur assurait un payement complet de leur salaire.
Après deux jours de grève, la direction proposa de nouveaux horaires, plus favorables même que les anciens. Sur recommandation du Comité de grève, une assemblée générale des travailleurs décida d'accepter cette proposition.

conclusion.

Les agents d'autobus ont montré qu'ils sont capables non seulement d'organiser leur action, mais aussi de gagner. Ils ne se perdirent pas comme les syndicats en d'interminables négociations. L'action fut immédiate et se fit dans l'unité. Le problème était clairement posé.
A l'époque actuelle les luttes manifestent de plus en plus ces efforts des travailleurs pour avoir la maîtrise de leurs conditions de travail.
Dans certains dépôts, une minorité réclamaient une grève de solidarité complète.
Les agents n'avaient que faire de ces propositions théoriques; la méthode qu'ils employèrent assurait à plein la solidarité avec les grévistes, et de plus ils contrôlaient entièrement la forme de cette solidarité, au lieu de la laisser entre les mains des stratèges des syndicats.
En restant au travail, ils restaient en contact avec leurs camarades. Comme ils continuaient à toucher leurs salaires, ils auraient pu si la grève avait duré plus longtemps soutenir le fonds de grève, tout en contrôlant entièrement leur action de solidarité.
Un autre sujet de réclamation était la durée du travail. Dans les horaires préparés par la direction, elle était de 7h10 (avec II jours de travail par quinzaine). Dans l'accord final elle était ramenée à 7h 01. Mais comme le disait un des grévistes : "quelques minutes de moins ont moins d'importance que le genre de travail qu'on nous fait faire ".
C'est aussi la première fois que la compagnie a consenti à un arrangement avant la reprise du travail. La direction dit ne pas négocier sous un pistolet braqué; les grévistes de Cricklewood ont montré qu'elle est prête à négocier sous un pistolet chargé.

-:-:-:-:-:-

Organisation POUVOIR OUVRIER.

Le JEUDI de I5 h. à I8 H 30 PERMANENCE 39, rue Lhomond. M° CENSIER - DAUBENTON.

LA PROTECTION ANTI-ATOMIQUE : une escroquerie.

85 francs par an, c'est le prix que le conseil municipal de Dartford demande à ses concitoyens pour financer le fonds national de la Défense Civile, c'est à dire pour les protéger contre une attaque nucléaire.

Depuis 2 ans, Andy Anderson, citoyen de Dartford est menacé de prison parcequ'il refuse de payer cette taxe. Motif :

-le Gouvernement n'a en réalité aucun moyen d'assurer la protection de la population contre la bombe H. La taxe est une escroquerie. Que les autorités démontrent à A. Anderson que "des millions de personnes peuvent survivre à une guerre nucléaire", comme elles l'ont déclaré, et il paiera.

Réponse de Dartford à cette requête :

-l'autorité compétente en la matière est le Conseil Général du Kent.

Réponse de celui-ci :

-l'organisation de la Défense Civile relève d'une politique nationale déterminée par le Gouvernement après une étude approfondie des implications de la guerre moderne.

Anderson écrit au Ministère de la Guerre. Réponse :

-il serait contraire à l'intérêt national de vous donner des précisions sur cette question. Nous sommes donc au regret de ne pouvoir vous fournir les considérations détaillées qui motivent le point de vue du Gouvernement.

Conclusion d'Anderson :

-ce secret d'Etat est un secret de polichinelle; personne et pas plus le Gouvernement, n'a la moindre information permettant d'affirmer que nous survivrions à une guerre nucléaire. Il y a quantité d'indices du contraire.

En voici quelques-uns parmi la vingtaine qu'Anderson a relevés à l'intention du Conseil de Dartford.

> Dans une audience accordée aux Jeunes Conservateurs, le ministre de la Défense a déclaré que les armes modernes effaceraient toute civilisation (Guardian, I8.I0.6I).

Le fonctionnaire responsable de l'inhumation pour la Cité de Londres a officiellement déclaré : " Depuis l'apparation de la bombe à hydrogène, la question de l'inhumation doit être reconsidérée dans son ensemble; mais jusqu'à présent aucune solution satisfaisante n'a été formulée " (Guardian I8.I0.6I).

> Sur une guerre nucléaire par accident : le dimanche 3 décembre 6I, le sud-est de l'Angleterre a été plongé dans l'obscurité pendant plusieurs heures à la suite d'une panne d'électricité : un ingénieur de la centrale de Northford avait fait une erreur dans l'une des 37 opérations qu'il effectue régulièrement depuis plusieurs années. Commentaire du président de la C.E.G.B. (équivalent anglais de l'E.D.F.) :" les êtres humains font forcément des erreurs de temps en temps ".

Le Comité Holifield (du Gouvernement américain), réuni en juin 59, examinant les effets probables d'une attaque nucléaire de l'ordre de I 500 mégatonnes sur les U.S.A., évaluait le nombre des morts

à 47 millions et celui des blessés à I9 millions. La population des Etats Unis est beaucoup plus dispersée que celle de la Grande Bretagne. Le stock actuel des Russes en bombes H est de l'ordre de 40 000 mégatonnes. L'attaque envisagée ne concernait donc qu'un peu plus d'un tiers du stock russe.
Autres effets prévus par le même Comité : pâturages inutilisables pour 50 à I00 ans; invasions d'insectes (ceux-ci résistent beaucoup mieux aux radiations que leurs adversaires - et qu'en serait-il des bactéries, virus etc...?), forêts anéanties, la moitié des maisons inhabitables à la campagne.

> Selon un prêtre américain, un homme serait en droit de tirer sur les enfants du voisin au cas où ceux-ci chercheraient à entrer dans son abri anti-atomique pendant une guerre nucléaire.

Le type de Société qui sortirait des abris anti-atomiques se devine par le type de Société qui se prépare à y entrer.
(Gérard Piel, rédacteur du magazine "Scientific American").

> C'est un fait établi en physique nucléaire que, si la puissance d'une bombe A est limité, celle d'une bombe H ne peut pas être exactement déterminée. Or on sait que les U.S.A. projettent la construction d'une "Machine du Jugement dernier", d'une puissance de I0.000 mégatonnes.

Il est significatif qu'en Grande-Bretagne pas un fonctionnaire de la Défense Civile n'acceptera de discuter publiquement de la question avec un interlocuteur informé.

> Le Dr. Kahn dans son livre Sur la guerre termo-nucléaire décrit un programme de Protection Civile qui aurait des chances de protéger de nombreux Américains. Celui-ci demanderait une dépense de 200 milliards sur une période de I5 ans. Etant donné la différence de population, un pareil programme en Angleterre demanderait une somme égale à plusieurs milliers de fois ce que le Gouvernement dépense annuellement pour son plan de Protection Civile.

Anderson termine sa lettre au Conseil Municipal en ces termes :

"Il appelle chaque Conseiller à oublier la ligne du Parti (travailliste), à cesser de se cacher derrière les "autorités supérieures" et au moins à se dissocier publiquement de cette escroquerie (...)
"Des milliers d'Anglais ont parfaitement compris ce qu'est la Protection Civile et ils cherchent sérieusement les moyens d'empêcher une guerre nucléaire. Ceci les conduit à entrer ouvertement en conflit avec l'Etat; ils y apprennent quelques vérités politiques sur la pourriture de notre société.
"Du pain et des jeux , ou l'équivalent moderne - biftek et Télé-, celà a très bien réussi à nous empêcher de réfléchir aux conditions dans lesquelles nous vivons.
L'Etat et les dirigeants font tout pour que ça continue.
Combien de temps leur permettrons-nous de nous imposer, au nom de l'"intérêt national", leurs propres intérêts. "

Tiré d'une brochure de nos camarades anglais
Solidarity for Workers-power.
(On peut l'obtenir en nous écrivant).